

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 PONTOISE

Pontoise, le 10 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OPCORE DC5 (ex SCALEWAY)**

8 rue de la ville l'Evêque  
75008 Paris

Références : ud95-2024-0439  
Code AIOT : 0100004871

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement OPCORE DC5 (ex SCALEWAY) implanté 27 avenue de l'Eguillette Z.I. du Vert Galant 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 22/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de la mise en service de l'installation autorisée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement daté du 20 octobre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OPCORE DC5 (ex SCALEWAY)
- 27 avenue de l'Eguillette Z.I. du Vert Galant 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0100004871
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OPCORE exploite depuis 2017 un data-center à déclaration en lieu et place de l'ancien centre de tri de la poste à Saint Ouen l'Aumône. Ce data-center était soumis au régime de la déclaration ICPE pour la rubrique 2910 (installation de combustion) du fait de la présence de groupes électrogènes pour assurer l'alimentation en courant de l'installation en cas de coupure du réseau électrique.

L'exploitant a décidé d'agrandir son installation. Pour cela, il a déposé un dossier d'enregistrement courant 2022. L'arrêté préfectoral d'enregistrement a été signé le 20 octobre 2023 pour une puissance thermique totale simultanée des groupes électrogènes de secours de 48,6 MW. L'installation est également classée sous le régime de la déclaration pour les rubriques 2925 et 1185 (onduleurs et fluides frigorigènes).

Le site est actuellement équipé de 4 salles informatiques et une salle est en cours de construction. À terme, 12 salles informatiques seront présentes sur ce site.

L'exploitant a indiqué qu'en régime normal, environ 30 personnes peuvent se trouver simultanément sur site (personnel OPCORE, clients et prestataires). Actuellement, en lien avec les travaux d'aménagement des nouvelles salles, environ 50 personnes peuvent se trouver sur site simultanément.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Mise en service de l'installation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 3  | Accessibilité                     | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 19 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 4  | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 8  | Protection contre la foudre       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 11 | Protection contre la foudre       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Conformité au dossier                                  | Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 2.1     | Sans objet        |
| 2  | Comportement au feu                                    | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 18      | Sans objet        |
| 5  | Systèmes de détection de gaz et extinction automatique | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27 > I. | Sans objet        |
| 6  | Surveillance de l'installation                         | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30      | Sans objet        |
| 7  | Foudre   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25      | Sans objet        |
| 9  | Protection contre la foudre                            | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19      | Sans objet        |
| 10 | Protection contre la foudre                            | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20      | Sans objet        |
| 12 | Aménagement à l'article 5 de l'AM du 03/08/2018        | Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 4.2     | Une observation   |
| 13 | Aménagement à l'article 29.V de l'AM du 03/08/2018     | Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 4.3     | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**L'inspection des installations classées a relevé lors de cette inspection 4 non-conformités et a formulé une observation.**

## 2-4) Fiches de constats

### Fiche de constat n° 1 : Conformité au dossier

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 2.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité au dossier  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 10 août 2022 complétée le 25 avril 2023 susvisée.<br><br>Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales, en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement, complétées par le présent arrêté, les dispositions applicables étant celles les plus limitatives prévues par ces textes.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation est classée sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2910 installation de combustion. En effet, des groupes électrogènes sont installés pour prendre le relais en cas de coupure d'alimentation électrique du site. Ainsi, en cas de coupure : les onduleurs alimentés par des batteries plomb permettent de soutenir le réseau électrique du site pendant quelques dizaines de secondes. Ensuite, les groupes électrogènes qui mettent quelques dizaines de secondes à démarrer prennent le relais et assure <sup>nt</sup> l'alimentation en électricité du site.<br><br>L'exploitant a indiqué au cours de la visite qu'il était parfois sollicité par le gestionnaire du réseau électrique pour s'effacer du réseau pendant une durée déterminée (quelques heures maximum) afin de libérer de la puissance électrique sur le réseau en période de forte tension. L'exploitant a indiqué qu'il était prévenu en général quelques heures avant de ces demandes d'effacement et que cela arrivait 4 à 5 fois par an environ.<br><br>Par courriel du 27/05/2024, l'exploitant a transmis le calcul de dimensionnement du bassin de rétention des eaux incendie. Il conclut à un volume nécessaire de 555 m <sup>3</sup> .<br><br>L'inspection a constaté la présence de ce bassin à l'angle Sud-Est de la parcelle. Il est alimenté par le réseau d'eaux pluviales du site. Ce bassin est en bon état. L'exploitant a indiqué qu'il était entretenu une fois par an.<br><br>Lors de la visite, l'ensemble des groupes électrogènes (GE) associés à la demande d'enregistrement n'était pas présent : 9 des 19 GE prévus étaient en place. Néanmoins, l'inspection a constaté la présence des mesures de maîtrise des risques détaillées dans le dossier d'enregistrement, à savoir : un mur coupe-feu séparant chaque GE et un mur coupe-feu en bordure Nord du site.<br><br>L'inspection a constaté la présence de deux poteaux incendie : un poteau privé au Nord du site et un poteau incendie public au Sud sur l'avenue de l'Eguillette. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été capable de justifier le débit d'eau d'extinction disponible en simultané pour ces deux poteaux. L'exploitant a indiqué qu'il allait réaliser cette vérification. Ce point est non-conforme, la non-conformité associée est reprise dans la fiche de constat n°4 du présent rapport. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## **Fiche de constat n° 2 : Comportement au feu**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 18  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu.  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le local abritant l'installation et les locaux à risque incendie ou explosion identifiés à l'article 15 du présent arrêté, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :- l'ensemble de la structure est R 60 ;- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 ;- les murs séparant le local abritant l'installation des autres locaux, et notamment des bureaux et locaux administratifs, sont REI 120 ;- le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl ou A2 fl s1) ;- les planchers hauts des locaux sont REI 120 ;- les autres matériaux sont B s1 d0 ;- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système « support de couverture + isolants » est de classe B s1 d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;- les ouvertures effectuées dans les parois REI 120 (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs...) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent. Les portes battantes sont EI2 120 et ont une classe de durabilité C2. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel du 27/05/2024, l'exploitant a transmis les éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) de l'installation, daté du 20/09/2018.<br><br>Il est à noter que l'installation est classée pour les groupes électrogènes (GE) de secours installés pour pallier une potentielle perte d'alimentation par le réseau électrique. De ce fait, « le local abritant l'installation » désigne les containers dans lesquels sont installés les GE. Ceux-ci sont positionnés à l'extérieur du bâtiment au sein duquel les salles informatiques sont installées.<br><br>Ce DOE indique que les murs des locaux techniques Nord, les murs entre les groupes électrogènes (GE) et en limite de propriété Nord sont REI120. Lors du tour du site, l'inspection a constaté la présence de ces murs.<br><br><b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### **Fiche de constat n° 3 : Accessibilité**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 19   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité.   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Le local abritant l'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie engin et dispose au moins d'une aire de mise en station des moyens aériens si le plancher du niveau le plus haut du bâtiment abritant ce local est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>II. La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li><li>- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.</li></ul>  |
| <b>Constats :</b> <p>L'inspection a fait le tour du site et a constaté la présence d'une voie permettant de faire le tour de l'installation. Néanmoins, les caractéristiques de celles-ci ne sont pas respectées pour qu'elle puisse faire office de voie engin tel que défini à l'article 19 de l'arrêté ministériel susmentionné. En effet, la voie-engin a une largeur utile inférieure à 6 mètres, qui est de l'ordre de 4,5 mètres.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté que le poteau incendie privé au Nord du site est positionné à proximité directe de la voie sans qu'un espace de stationnement ne soit aménagé pour l'utiliser. Ainsi, en cas d'incendie la voie serait bloquée par la présence d'un véhicule de secours stationné prêt de ce poteau incendie.</p> <p>Cette voie-engin exigée par l'article 19 de l'arrêté ministériel susmentionné doit permettre d'accéder à au moins une face de l'ensemble des containers dans lesquels sont installés les groupes électrogènes. Dans l'état, cette voie engin doit être présente au Nord de l'installation.</p> <p><b>Non-conformité n°1 : Les locaux contenant les installations de combustion ne sont pas desservis sur au moins une face par une voie engin respectant les caractéristiques détaillées à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</b></p> <p>S'il n'est pas possible pour l'exploitant de respecter cette prescription, l'exploitant doit solliciter une demande d'aménagement à cette prescription technique en proposant une solution assurant un niveau de sécurité à minima équivalent. Le SDIS 95 sera sollicité pour avis sur ce point par l'inspection des installations classées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

#### **Fiche de constat n°4 : Moyens de lutte contre l'incendie**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :<br><br>3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).<br><br>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;<br><br>4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.<br>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel du 27/05/2024, l'exploitant a transmis le compte rendu de vérification périodique de l'installation de détection automatique d'incendie (Q7) réalisé par la société CHUBB et daté du 09/06/2023. Celui-ci conclut à la conformité de l'installation.<br><br>Les éléments de détection présent sur site sont détaillés dans la fiche de constat n°5.<br><br>L'exploitant a transmis le compte rendu de vérification périodique des extincteurs (Q4) réalisé par la société CHUBB et daté du 05/02/2024. Celui-ci conclut à la conformité de l'installation.<br><br>L'inspection a constaté par sondage la présence des extincteurs aux endroits identifiés pour accueillir ceux-ci et notamment la présence d'un extincteur près de chaque groupe électrogène.<br><br>Les transformateurs haute tension placés à l'extérieur des salles informatiques dans des alvéoles couvertes en façade Nord du bâtiment sont équipés de déclencheurs manuels de déluge d'eau à activer par un opérateur en cas d'incendie.<br><br>Concernant les besoins en eau du site, conformément au dossier d'enregistrement, l'exploitant doit disposer de 120 m3/h pendant 2h. Le site est alimenté par deux poteaux incendie : un poteau privé au Nord du site et un poteau public sur l'avenue de l'Eguillette au Sud.<br><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des débits d'eau d'extinction incendie disponibles pour ces deux poteaux incendie. Il a été demandé à l'exploitant de réaliser les essais en simultanés afin de s'assurer des débits réellement disponibles en cas d'incendie.   |



|  |
|--|
| <b>Non-conformité n°2 :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les débits d'eau d'extinction incendie disponibles, en simultanée, sont supérieurs ou égaux à 120 m³/h contrairement à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

#### **Fiche de constat n°5 : Systèmes de détection de gaz et extinction automatique**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27 > I.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a détaillé le fonctionnement des systèmes de détection installés en fonction des zones du site. Il a indiqué que ces équipements sont reliés à la baie SSI (système de sécurité incendie) et déclenchent des alarmes au centre de supervision du PC sécurité. Une présence est assurée au sein du PC sécurité 24h/24.</p> <p>Les containers contenant les groupes électrogènes sont équipés d'un détecteur ponctuel de fumée, l'inspection a constaté par sondage la présence de ce détecteur dans un container.</p> <p>Les locaux techniques de charge contenant les onduleurs (associés à des batteries plomb) sont équipés des systèmes de détection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- détecteurs ponctuels de fumée ;</li> <li>- détecteurs d'hydrogène.</li> </ul> <p>Certains locaux de charge d'onduleur ne sont pas équipés pour le moment de détecteur d'hydrogène mais de détecteur pressostat de renouvellement d'air. L'exploitant a indiqué que ces détecteurs de renouvellement d'air ne fonctionnaient pas correctement et entraînaient de nombreuses fausses alertes, ainsi il est prévu un remplacement de ces détecteurs de renouvellement d'air par des détecteurs d'hydrogène. Les détecteurs d'hydrogène sont en cours d'installation dans les différents ateliers de charge. L'exploitant a précisé que les batteries plomb sont des batteries à recombinaison, ce qui évite le dégagement d'hydrogène lors de la charge.</p>  |



L'inspection a visité un local de charge et constaté la présence de détecteurs de fumée ponctuels et d'un détecteur d'hydrogène situé au-dessus des batteries.

L'exploitant a indiqué que la détection ponctuelle entraîne le déclenchement d'un brouillard d'eau dans le local de charge des onduleurs et la détection d'hydrogène coupe la charge des batteries plomb.

Les salles informatiques sont équipées des éléments suivants :

- détecteurs ponctuels de fumée ;
- détecteurs multiponctuels de fumée par aspiration ;
- détecteurs laser.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **Fiche de constat n°6 : Surveillance de l'installation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation.   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'installation ou l'établissement.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté la présence d'une clôture, surplombée d'un barbelé, d'une hauteur supérieure à deux mètres tout autour du site sauf au niveau de la façade Nord où il s'agit d'un mur d'une hauteur supérieure à 2 mètres.<br><br>L'accès libre aux personnes étrangères à l'établissement n'est pas permis. Le site est surveillé 24h/24.<br><br><b>La prescription contrôlée est respectée.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### **Fiche de constat n° 7 : Foudre.**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre.   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.     |
| <b>Constats :</b><br><br>La vérification des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation concernant le risque foudre est réalisée dans les fiches de constat n°8 à 11. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### Fiche de constat n° 8 : Protection contre la foudre

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse du risque foudre   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel du 27/05/2024, l'exploitant a transmis l'analyse du risque foudre (ARF) réalisée par la société SOCOTEC et datée du 28/03/2017. Cette ARF conclut à la nécessité d'ajouter des protections par rapport au risque foudre.<br>Il est indiqué que l'étude a bien été réalisée selon la norme NF EN 62305-2.<br><br>Néanmoins cette analyse n'a pas été mise à jour suite à la modification du site (passage du régime de la déclaration au régime de l'enregistrement).<br><br>Toutefois, il semblerait que cette modification ait été prise en compte sur le terrain car les groupes électrogènes ajoutés suite à la demande d'enregistrement sont représentés sur les plans d'installation des protections contre la foudre, et un paratonnerre supplémentaire a été ajouté par rapport aux conclusions de l'ARF et de l'étude technique foudre (ETF) de 2017.<br><br><b>Non-conformité n°3 : L'exploitant n'a pas mis à jour son ARF à l'occasion de la modification substantielle de l'installation conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

#### **Fiche de constat n° 9 : Protection contre la foudre**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude technique foudre   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. |
| <b>Constats :</b><br>Par courriel du 27/05/2024, l'exploitant a transmis l'étude technique foudre (ETF) réalisée par la société SOCOTEC et datée du 12/12/2017. Cette ETF conclut que le système de protection contre la foudre existant n'est pas en adéquation avec les conclusions de l'ARF. L'ETF indique qu'il est nécessaire d'installer deux paratonnerres à dispositifs d'amorçage.   |
| <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### **Fiche de constat n° 10 : Protection contre la foudre**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation des dispositifs de protection  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. |
| <b>Constats :</b><br>Par courriel du 27/05/2024, l'exploitant a transmis le rapport de fin de travaux réalisé par la société RENARD et daté du 31/07/2018. Ce rapport indique la mise en place de deux paratonnerres à dispositifs d'amorçage.<br><br>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'un troisième paratonnerre a été installé en 2021 pour couvrir la zone d'implantation des groupes électrogènes située au Nord-Est du site. Le rapport de fin de travaux de la société RENARD daté du 07/06/2021 certifie la conformité de l'installation de ce troisième paratonnerre à dispositif d'amorçage. L'exploitant a déclaré qu'un dernier paratonnerre doit être installé courant 2024 pour couvrir la zone Nord-Ouest du site où seront installés les derniers groupes électrogènes prévus dans le dossier d'enregistrement.   |
| <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### **Fiche de constat n° 11 : Protection contre la foudre**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel du 27/05/2024, l'exploitant a transmis le dossier de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre. Ce dossier a été réalisé par la société RENARD et est daté du 02/06/2021. Dans ce dossier figure le certificat de conformité de l'installation de protection contre la foudre à la norme NF C 17-102 pour la vérification complète du 07/08/2020, la mise en conformité du 24/09/2020 et l'installation d'un 3ème paratonnerre le 02/06/2021. Ce certificat de conformité est daté du 07/06/2021.<br><br>Par courriel du 30/05/2024, l'exploitant a transmis le rapport de la société SOCOTEC daté du 08/08/2023 pour la vérification initiale de l'installation des dispositifs de protection contre la foudre.<br>Ce rapport conclut à des non-conformités qu'il convient de lever pour assurer la protection du site contre le risque foudre.<br><br>L'exploitant n'a pas détaillé d'échéancier afin de revenir à la conformité pour les points relevés par le rapport du 08/08/2023 de la société SOCOTEC.<br><br>L'inspection constate que l'installation des paratonnerres a bien été réalisée par la société RENARD et que la vérification complète suivante a bien été réalisée par un organisme compétent distinct, à savoir la société SOCOTEC.<br><br><b><u>Non-conformité n°4 :</u> La vérification complète des installations de protection contre la foudre conclut à 4 non-conformités qu'il convient de régulariser afin d'assurer la protection du site contre le risque foudre.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

**Fiche de constat n° 12 : Aménagement à l'article 5 de l'AM du 03/08/2018**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 4.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement à l'article 5 de l'AM du 03/08/2018  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de combustion sont situées à plus de 5 mètres des limites de propriété. Par ailleurs, l'exploitant respecte les engagements pris dans son dossier de demande d'enregistrement, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de garantir un éloignement suffisant des stockages de matières combustibles et/ou inflammables par rapport aux groupes électrogènes, à l'exception de la nourrice de 1 m<sup>3</sup> associée au groupe électrogène, servant de point de liaison entre le groupe électrogène et la cuve de fioul ;</li><li>- d'installer des murs coupe-feu REI 120 d'une hauteur de 3 mètres entre les groupes électrogènes ;</li><li>- d'installer un mur coupe-feu REI 120 d'une hauteur de 3 mètres en limite de propriété Nord ;</li><li>- d'étudier la possibilité d'implanter un système de protection incendie extérieur à déclenchement manuel de type rideau d'eau devant les groupes électrogènes. Cette étude technico-économique sera transmise à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté.</li></ul> <p>Les appareils de combustion sont implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage.</p> <p>Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elle n'est pas située en sous-sol.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'inspection a constaté sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'éloignement des limites de propriété des containers contenant les groupes électrogènes (GE). Cet éloignement est supérieur à 5 mètres ;</li><li>- l'absence de stockage de matières combustibles ou inflammable à proximité des groupes électrogènes (GE). Les nourrices d'un volume d'1 m<sup>3</sup> sont présentes dans le container et sont séparées du GE par un capotage métallique ;</li><li>- la présence des murs coupe-feu REI 120 d'une hauteur de 3 mètres en limite de propriété Nord et entre les containers incluant les GE ;</li><li>- les GE sont implantés dans des containers réservés à cet usage, et situés en extérieur. Les GE sont abrités des intempéries à l'intérieur des containers.</li></ul> <p>Enfin, concernant l'étude de faisabilité d'implantation d'un rideau d'eau à déclenchement manuel en bordure Nord de l'installation, l'exploitant a présenté une note technique du projet.</p> <p>L'exploitant a précisé en visite que la mise en place de ce système de sécurité était dépendant du débit disponible sur le réseau incendie du site.</p> <p><b>Observation n°1 :</b> L'exploitant tiendra informé l'inspection de la mise en place du rideau d'eau à déclenchement manuel en fonction des débits d'eau d'extinction disponibles. Si cet équipement n'est pas installé, l'exploitant justifiera son choix par des critères technico-économiques robustes.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**Fiche de constat n° 13 : Aménagement à l'article 29.V de l'AM du 03/08/2018**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 4.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement à l'article 29.V de l'AM du 03/08/2018   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier, à tout instant, d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique ou manuel d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant a sollicité, dans son dossier d'enregistrement, un aménagement à la prescription de l'article 29.V de l'arrêté ministériel du 03/08/2018. En effet, l'exploitant souhaitait avoir la possibilité d'installer une vanne manuelle pour confiner les eaux d'extinction incendie.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de cette vanne sur le parking des véhicules du personnel à l'entrée du site. L'exploitant a manœuvré la vanne et celle-ci est fonctionnelle.</p> <p>Le bassin de rétention des eaux d'extinction à proximité est en bon état visuel.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |